

Flexibilité et plafonnement

Le patronat propose ses solutions

L'Union des entreprises luxembourgeoises présente une analyse et des remèdes bien différents des syndicats.

JÉRÔME QUIQUERET

À la veille du grand rassemblement du 16 mai, la quinzaine de représentants des fédérations regroupées dans l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), invitait les journalistes à leur journée de la presse. L'UEL a souhaité aborder la crise économique et ses propres réponses.

Le patronat est inquiet alors que les années 2008-2010 auront enregistré une croissance négative et qu'en 2010, le nombre d'emplois diminuera pour la première fois depuis belle lurette - avec un chômage à 7%. L'UEL promet le dialogue social, qu'elle reconnaît être au point mort dans une minorité d'entreprises.

OBJECTIF COMPÉTITIVITÉ

Pour les interventions à court terme, l'UEL salue la réforme du chômage partiel qui ne laisse payer l'entreprise que

pour 8 des 40 heures mensuelles.

L'UEL s'inquiète de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise par rapport à ses voisins (-3,6% entre 2000 et 2008 alors que le coût salarial unitaire aurait baissé de 0,3% dans le même temps).

Elle y voit un défi majeur à moyen terme, se réjouissant toutefois de la faible dette de l'État et d'un revenu national brut très élevé, qui laissent «une marge de manœuvre pour construire le futur», dicit Michel Würth.

Elle l'explique notamment par l'inflation qui nourrit l'indexation des salaires et donc augmente le coût salarial. Ainsi, quand les syndicats refusent toute modulation de l'indexation, l'UEL propose son plafonnement à 1,5 fois le salaire minimum.

Les réformes souhaitées par l'UEL portent sur les finances publiques, la sécurité sociale et la formation. Elle constate, sur ce dernier point, le paradoxe entre la création des emplois des dernières années et la hausse du chômage. L'UEL s'agace de transferts

sociaux trop élevés et appelle à leur sélectivité.

Elle parle aussi de réduction de l'absentéisme, de réduction des charges administratives, de plus de flexibilité pour «faire travailler plus de gens».

De son côté, l'UEL fera campagne pour des stages aux jeunes diplômés face à la crise, la promotion de responsabilité sociale.

La mobilisation du 16 mai est un avertissement au patronat puis à la politique contre tout démantèlement social. La conférence de presse avertit l'observateur du gouffre rhétorique entre le patronat et la rue. Ne serait-ce que sur l'origine de la crise. L'UEL évoque une «crise immobilière» qui a causé «la perte de confiance des investisseurs» sans s'attarder sur ses causes, les syndicats parlent de crise économique liée à la pression sur les salaires, l'explosion des crédits de consommation, au nom de la recherche du profit. Là où l'UEL parle compétitivité et flexibilité, les syndicats évoquent redistribution et justice sociale.